

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Chronique législative et réglementaire de l'année 2002

Henrotte, Jean-François; Poulet, Yves

Published in:
Revue Ubiquité - Droit des Technologies de l'Information

Publication date:
2003

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
Henrotte, J-F & Poulet, Y 2003, 'Chronique législative et réglementaire de l'année 2002', *Revue Ubiquité - Droit des Technologies de l'Information*, numéro 15, pp. 89-95.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Chronique législative et réglementaire de l'année 2002

Jean-François Henrotte¹ et Yves Pouillet²

1. Commerce électronique

Preuve

Loi-programme du 2 août 2002, M.B., 29 août 2002, n° 276, p. 38408, Titre IX, Chap., 1^{er}. - Modifications de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques³.

Loi-programme du 24 décembre 2002, M.B., 31 décembre 2002, n° 409, p. 58798. Titre VII – Simplification administrative et e-Government. Les articles 409 à 411 donnent délégation au Roi pour pouvoir favoriser les communications électroniques entre les citoyens et entreprises, d'une part, les pouvoirs publics, d'autre part.

Transaction électronique

Décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-Business dans les petites et moyennes entreprises, M.B., 6 août 2002, n° 251, p. 34093.

Arrêté du 19 septembre 2002 du Gouvernement wallon relatif à l'agrément en gestion de projets e-business, M.B., 24 octobre 2002, n° 339, p. 48863.

Arrêté du 19 septembre 2002 du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business, M.B., 24 octobre 2002, n° 339, p. 48867.

Arrêté du 19 septembre 2002 du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic⁴, M.B., 24 octobre 2002 n° 339, p. 48876.

Paiement, monnaie et facture électronique

Loi du 17 juillet 2002 relative aux opérations effectuées au moyen d'instruments de transfert électronique de fonds, M.B., 17 août 2002, n° 263, p. 35337.

Arrêté royal du 18 juin 2002 modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 10 juin 1996 portant création et organisation

1. Avocat (Elegis - Hannequart & Rasir), f.henrotte@elegis.be.
2. Doyen de la faculté de droit FUNP, directeur du CRID, yves.pouillet@fundp.ac.be
3. Le lecteur notera en particulier l'article 172 relatif au recommandé électronique et à sa valeur.
4. Rentic : Responsable d'un projet d'intégration de l'e-business dans une entreprise.

du Nasdaq Europe, M.B., 6 juillet 2002, n° 225, p. 30413.

Arrêté royal du 28 août 2002 modifiant l'article 2 de l'arrêté royal du 10 juin 1996 portant création et organisation du Nasdaq Europe et l'article 4 de l'arrêté royal du 30 juin 1996 portant reconnaissance de Nasdaq Europe, M.B., 5 octobre 2002, n° 317, p. 45214.

Arrêté ministériel du 25 avril 2002 portant approbation de modifications aux statuts de Nasdaq Europe S.A., M.B., 26 juillet 2002, n° 244, p. 33248.

Arrêté ministériel du 3 juillet 2002 portant approbation de modifications aux statuts de Nasdaq Europe S.A., M.B., 13 juillet 2002, n° 233, p. 31459.

Arrêté ministériel du 22 août 2002 portant approbation de modifications au règlement et au règlement de marché de Nasdaq Europe, M.B., 5 octobre 2002, n° 317, p. 45216.

Protection des consommateurs⁵

Loi du 26 mai 2002 relative aux actions en cessation intracommunautaires en matière de protection des intérêts des consommateurs, M.B., 10 juillet 2002, n° 229, p. 30925.

Loi du 26 mai 2002 relative aux actions en cessation intracommunautaires en matière de protection des intérêts des consommateurs. Annexe, M.B., 6 août 2002, n° 252, p. 34186.

Loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les

professions libérales, M.B., 20 novembre 2002, n° 365, p. 51704.

Arrêté royal du 25 février 2002 portant création du Service public fédéral de programmation Protection des Consommateurs, M.B., 5 mars 2002, n° 75, p. 8351.

2. Droit fiscal

Loi-programme du 2 août 2002, M.B., 29 août 2002, n° 276, p. 38408, Titre V, Chap. II. - Tax-Shelter : Entreprises investissant dans une convention-cadre destinée à la production d'une oeuvre audiovisuelle, Chap. IV. - Modification de l'article 168, dixième tiret, de la loi programme du 30 décembre 2001, s'agissant de la date d'entrée en vigueur de l'article 25 de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones

Arrêté royal du 6 mars 2002 fixant le modèle de la partie 1 de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 2002 et les conditions qui permettent de fournir les données demandées dans ladite formule de déclaration au moyen d'imprimés informatiques, M.B., 14 mars 2002, n° 87, p. 10736.

Arrêté royal du 2 avril 2002 déterminant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des sociétés pour l'exercice d'imposition 2002 et les conditions qui permettent de fournir les données demandées dans ladite formule de déclaration au moyen d'imprimés informatiques, M.B., 11 avril 2002, n° 122, p. 14843.

5. Les textes réglementaires repris sous ce titre n'ont pas directement trait au commerce électronique mais leur adoption aura une influence en la matière, soit pour faciliter les recours transfrontières des consommateurs, soit parce qu'ils étendent des prescrits déjà existants à d'autres professions tentées d'utiliser Internet pour développer leurs activités.

Arrêté royal du 21 octobre 2002 modifiant l'AR/CIR 92, en ce qui concerne la déclaration du précompte professionnel, M.B., 31 octobre 2002, n° 347, p. 49674.

3. Vie privée

Arrêté royal du 5 novembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 7 décembre 1999 contenant établissement d'un fichier des interdictions de stade, M.B., 14 novembre 2002, n° 361, p. 51349⁶.

4. e-Government

Arrêté royal du 30 janvier 2002 modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2001 portant création du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication, M.B., 1^{er} février 2002, n° 34, p. 3467.

Arrêté royal du 23 octobre 2002 modifiant l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant création de l'Observatoire des droits de l'Internet, M.B., n° 383, p. 54480.

Décret du 13 novembre 2002 modifiant le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, M.B., 30 novembre 2002, n° 381, p. 54323.

5. Criminalité informatique

Loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, M.B., 4 mai 2002, n° 150, p. 18828.

Loi du 2 août 2002 relative au recueil de déclarations au moyen de médias audiovisuels, M.B., 12 septembre 2002, n° 289, p. 40305⁷.

6. Droits de la propriété intellectuelle et industrielle

Arrêté royal du 7 février 2002 modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue, M.B., 12 juillet 2002, n° 232, p. 31309.

Arrêté ministériel du 5 novembre 2001 modifiant l'arrêté ministériel du 18 juin 1996 désignant les sociétés de gestion des droits et les organisations représentant les débiteurs de la rémunération prévue par l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, M.B., 1^{er} janvier 2002, n° 1, p. 20⁸.

Arrêté ministériel du 23 janvier 2002 fixant pour l'année 2002 la date du début de l'épreuve relative à l'inscription au registre des mandataires agréés telle que prévue à l'article 60, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, M.B., 21 février 2002, n° 58, p. 6658.

Arrêté ministériel du 4 avril 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 1987 fixant le modèle du formulaire de requête en délivrance d'un brevet d'invention, M.B., 14 juin 2002, n° 197, p. 27412⁹.

Règlement d'exécution de la Loi unifiée Benelux sur les Marques. Adap-

6. Ce fichier représente un « traitement » au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

7. La loi autorise la possibilité d'auditions de témoins menacés ou de témoins ou experts résidant à l'étranger, moyennant certaines conditions.

8. Ce texte est intéressant pour les développeurs de logiciels qui souhaitent breveter leur invention.

9. Ce texte est intéressant pour les développeurs de logiciels qui souhaitent breveter leur invention.

tation des taxes et rémunérations à partir du 1^{er} avril 2002, M.B., 23 mars 2002, n° 100, p. 12227¹⁰.

Règlement d'exécution de la Loi uniforme Benelux sur les Marques. Adaptation des taxes et rémunérations à partir du 1^{er} janvier 2003, M.B., 22 novembre 2002, n° 369, p. 52378¹¹.

Protocole du 31 mai 2002 portant modification du Règlement d'exécution de la loi uniforme Benelux sur les marques, M.B., 30 juillet 2002, n° 246, p. 33483¹².

Règlement d'application de la loi uniforme Benelux sur les marques, M.B., 14 août 2002, n° 259, p. 34939.

Règlement d'application de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, M.B., 14 août 2002, n° 259, p. 35005.

7. Droit social

Arrêté royal rendant obligatoire la Convention collective de travail n° 81 du 26 avril 2002, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communications électroniques en réseau, M.B., 29 juin 2002, n° 217, p. 29489

8. Droit de la santé

Arrêté royal du 15 avril 2002 relatif au groupe de travail concernant les logiciels de gestion du dossier médical électronique en médecine générale, M.B., 4 septembre 2002, n° 282, p. 39182.

9. Communications électroniques

Loi programme du 2 août 2002, M.B., 29 août 2002, n° 276, p. 38408, Titre IX, Chap. 1^{er}. - Modifications de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, Chap. II. - Modifications de la loi du 10 août 2001 relative à Belgacom.

Arrêté royal du 25 février 2002 portant création du Service public fédéral de programmation Télécommunications, M.B., 5 mars 2002, n° 75, p. 8352.

Arrêté royal du 2 août 2002 modifiant l'article 13bis de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, M.B., 23 octobre 2002, n° 337, p. 48544.

Arrêté royal du 2 août 2002 modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, M.B., 20 septembre 2002, n° 299, p. 41584.

Arrêté royal du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunications mobiles offerts au public, M.B., 1^{er} octobre 2002, n° 311, p. 44124.

Arrêté royal du 23 septembre 2002 portant modification de l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de télécommunications, M.B., 1^{er} octobre 2002, n° 311, p. 44144.

Arrêté royal du 10 octobre 2002 modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation

10. Ce texte est intéressant dans la mesure où il vise les noms de domaine lorsque ceux-ci constituent une « marque ».

11. Ce texte est intéressant dans la mesure où il vise les noms de domaine lorsque ceux-ci constituent une « marque ».

12. Ce texte est intéressant dans la mesure où il vise les noms de domaine lorsque ceux-ci constituent une « marque ».

de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération, M.B., 1^{er} novembre 2002, n° 348, p. 49929.

Arrêté ministériel du 11 janvier 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, M.B., 22 février 2002, n° 61, p. 6860.

Arrêté ministériel du 13 mars 2002 accordant des dérogations à certaines obligations de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de communications mobiles de la troisième génération, M.B., 15 juin 2002, n° 200, p. 27606.

Prorogation du contrat de gestion entre Belgacom et l'Etat belge. Avis, M.B., 2 février 2002, n° 36, p. 3757.

10. Audiovisuel, multimédia

Arrêté royal du 9 août 2002 relatif à l'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, M.B., 7 septembre 2002, n° 286, p. 39824.

Arrêté royal du 9 août 2002 déterminant les conditions de distribution des programmes des organismes de radiodiffusion sonore et télévisuelle non re-

connus par un Etat membre de l'Union européenne, M.B., 7 septembre 2002, n° 286, p. 39826.

Arrêté royal du 9 août 2002 désignant les programmes sonores des organismes de radiodiffusion non-publics devant être distribués par le titulaire d'une autorisation d'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, M.B., 7 septembre 2002, n° 286, p. 39828.

Arrêté ministériel du 9 août 2002 complétant le contenu du rapport annuel remis par le titulaire d'une autorisation d'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, M.B., 7 septembre 2002, n° 286, p. 39829.

Arrêté du 20 décembre 2001 du Gouvernement de la Communauté française portant renouvellement des membres du collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M.B., 11 avril 2002, n° 122, p. 14921.

Arrêté du 11 octobre 2001 du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du contrat de gestion de la Radio Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), M.B., 5 mars 2002, n° 75, p. 8383.

Arrêté du 25 janvier 2002 du Gouvernement de la Communauté française autorisant la S.A. " MCM Belgique " à mettre en oeuvre sur le câble un service de programmes thématiques et à insérer de la publicité commerciale dans son service, M.B., 11 avril 2002, n° 122, p. 14922.

